

L'ETHNISME AU COEUR DE LA GUERRE

Paul RUTAYISIRE *
Bernardin MUZUNGU, o. p.

0. INTRODUCTION

Parmi les contributions de ce premier numéro des "CAHIERS Centre Saint-Dominique", celle-ci vise la dernière phase de l'ethnisme politique qui a passé la parole aux armes. Les deux cosignataires de ce texte en assument conjointement la responsabilité. Au demeurant, celle-ci réside principalement dans la cueillette des documents et leur articulation. Pour l'essentiel, nous essaierons de faire parler les témoins ou les avis sur les événements d'une guerre fondamentalement ethnique.

Divers aspects de cette question étant présentés dans les articles qui précèdent, celui-ci suivra un plan simple. En premier lieu nous présenterons l'opinion selon laquelle le "Tutsi" est considéré comme l'auteur de la violence armée, par "FPR-Inkotanyi" interposé. En second lieu, nous citerons abondamment des témoignages ou avis sur le déroulement des hostilités, en choisissant toutefois des textes qui portent la sensibilité ethnique de leurs auteurs. Nous terminerons sur une perspective d'avenir en résumant les solutions proposées dans cet après-guerre.

* Paul RUTAYISIRE : Chercheur au CRID.

I. "L'ENNEMI DU RWANDA, C'EST LE TUTSI"

Cette affirmation a le grand avantage d'être claire. Elle donne ainsi le sens du bras de fer que l'armée rwandaise entendait engager contre l'ethnie tutsi, confondue avec le FPR-Inkotanyi. En effet, le régime Habyarimana avec son parti politique MRND-CDR et son armée (les FAR) se sont considérés comme les défenseurs de la nation rwandaise contre l'ennemi ainsi désigné. Un plan "d'autodéfense populaire" qui y impliquait tous les Hutu fut mis sur pied. En plus des vrais militaires de l'armée nationale, spécialement de sa branche de la Garde Présidentielle (G.P.), des "milices populaires" furent recrutées et suivirent des entraînements dans les forêts de Nyungwe, Gishwati et dans les régions isolées du Bugesera et du Mutara.

C'est dans ce cadre du plan de l'autodéfense populaire que le colonel D. Nsabimana, chef de l'Etat-Major des FAR a désigné l'identité précise de l'ennemi, c'est-à-dire le Tutsi, tout individu de ce nom. Cette consigne aurait été donnée en septembre 1992 et contenue dans un document émanant de l'Etat-Major. La phrase du colonel n'est pas le zèle d'un individu. Les fameux 10 commandements des Bahutu en précisent les applications dans le contexte général du réveil de la conscience hutu contre l'ennemi Tutsi. C'est en songeant à l'application imminente de ce plan que le colonel Bagosora, en claquant les portes à Arusha où les pourparlers étaient dans l'impasse, prononçait la fameuse phrase: "Je vais vous préparer l'apocalypse". La Radio Libre des Mille Collines (RTLM) distribuera ce message durant les mois de la guerre (1).

C'est dans ce climat de l'autodéfense de la nation contre un ennemi qui n'est rien d'autre qu'une partie de sa population, que se comprennent le plus naturellement du monde les textes que nous allons citer. Nous avons dû élargir le champ des citations pour en éclairer le contexte global prétendu être constitué par la haine séculaire entre les deux grands groupes de notre population. L'ordre chronologique et l'origine des citations suivent l'ordre logique dans lequel le principe d'unité se trouve dans l'idée commune de lutte contre cet ennemi du pays.

1. 1 LES EVEQUES CATHOLIQUES PARLENT D'"INIMITIES SECU-LAIRES"

Dans un document de la conférence épiscopale du Rwanda, du 5 décembre 1990, 6 évêques catholiques écrivent cette phrase: "*L'union nationale entre les ethnies et les régions, prônée et déjà bien réalisée par les efforts des Autorités et de la Population a été ébranlée, et les inimitiés séculaires refont surface*". Les évêques attestent donc une haine séculaire entre Hutu et Tutsi. Même si cela était vrai, cette haine existe encore après 60 ans d'évangélisation et dans le pays où les catholiques ont été associés très étroitement à tous les régimes du pays.

1. 2 CETTE HAINE SECLAIRE JUSTIFIE ENCORE LA POLITIQUE DES QUOTAS

Après 30 ans de pouvoir exclusif du Parmehutu-MRND, les évêques catholiques écrivent le 28 octobre 1990 ce qui suit: "*Muzi ko politiki y'iringaniza ry'amoko mu mirimo no mu mashuri, rigamije gukosora iryo vangura ry'amoko ryahiriye bamwe rikadindiza abandi*". Nous traduisons: "Comme vous le savez, la politique d'équilibre racial a pour objectif de corriger cette ségrégation raciale qui a profité à certains et freiné les autres". Les évêques approuvent cette politique de **correction**. Le Tutsi est donc supposé être encore l'opresseur du Hutu. Une minorité, marginalisée, opprime encore une majorité au pouvoir depuis 30 ans !

1. 3 LE TUTSI PAIE LA FACTURE DU FPR-INKOTANYI

Depuis 1990, un terme a été consacré pour désigner cette identification entre tout Tutsi avec Inkotanyi: c'est le terme "*icyitso*" (complice). La nuit du 4 au 5 octobre fut tristement célèbre à ce propos. Cette nuit-là, les Forces armées Rwandaises de ce temps jouèrent dans la capitale une pièce de théâtre en feignant l'attaque des Inkotanyi. Dès le lendemain, des milliers de Tutsi et quelques Hutu de l'opposition politique furent massés dans la ville et subirent les atrocités que l'on connaît. La revue du grand séminaire de Nyakibanda (Urunana, N° 70), relate cet événement en ces termes: le pays subit "*un état de siège déclenché sur toute l'étendue du pays, suite à une attaque heureusement échouée des INYANGARWANDA sur Kigali dans la nuit du 4 au 5 octobre*" (p. 70).

Espérons que le rédacteur de cette chronique du séminaire, l'abbé Kagabo Vincent, s'imagine que ces "Inyangarwanda" (ennemi du Rwanda) sont tout au moins des Inkotanyi. Des gens qui connaissent la vérité sont moins excusables. Et c'est le cas des 115 expatriés qui ont signé une déclaration commune, le 16 octobre, 1990. Dans celle-ci et à propos de ce qui s'est passé à Kigali en cette nuit du 4 au 5 octobre, nous lisons: "*Les tirs qui ont eu lieu à Kigali n'étaient pas dus à l'armée qui voulait pénétrer à l'Est mais des groupuscules infiltrés dans la ville et que la liaison ne s'était pas du tout faite entre les deux bandes*" (cf. Capitaine Simbikangwa, *La guerre d'octobre*, Kigali, 1991, p. 258). Il est difficile d'imaginer que ces 115 expatriés ignoraient les tenants et les aboutissants de cette comédie de l'armée rwandaise. Ils devaient savoir qui sont ces "infiltrés". Ce n'était rien moins que de simples citoyens qui avaient le tort d'être des Tutsi, pris comme "complices" de celui qu'ils nomment explicitement "ennemi", c'est-à-dire les réfugiés qui n'avaient trouvé aucun autre moyen plus pacifique pour revenir dans leur pays.

La mauvaise foi de ces expatriés perce au grand jour lorsqu'ils écrivent: "*L'espérance vient du fait qu'il n'y a eu aucun instant pogrom, tentative de liquidation systématique de Tutsi*" (ibid., p. 265). La fidélité de ces expatriés au Président Habyarimana ne fait aucun doute. "*Le Rwanda a mal*, écrivent-ils, *de voir que parmi ces complices des amis du Président, tutsi et hutu, lui ont composé une tragédie sur l'air de César et Brutus ou Sankara et Compaoré*" (ibid., p. 269). Ces expatriés n'ont pas hésité d'écrire en ce mois d'octobre 1990, ce qui suit: "*La notion d'une unité nationale a grandi au Rwanda ces derniers jours par la cohésion de tous ceux Hutus, Tutsis, sympathisants qui ont lutté pour venir à bout de cette agression ignoble*" (p. 271). L'attitude de ces expatriés à l'égard du régime se résume dans la phrase suivante: "*Se mobiliser pour apporter le maximum d'aide à ce régime ne sera en aucune manière une intrusion dans un conflit intérieur, mais un soutien à un Etat de droit, chaleureusement appuyé par la population et aujourd'hui agressé de l'extérieur*" (p. 271).

1. 4 LES MASSACRES SONT QUALIFIES D'"INTER-ETHNIQUES"

Ce qui s'est passé au Bugesera, à Kibirira, chez les Bagogwe et ailleurs ne serait que le fruit des antagonismes entre Hutu et Tutsi. Des enquêtes internationales des associations des droits de l'homme, la presse, ont dénoncé la responsabilité des hautes

autorités du pays. Malgré tout, l'opinion est dominée par la volonté d'affirmer que ce qui se passe sont des troubles inter-ethniques spontanés entre la population des deux groupes et que le gouvernement n'arrive pas à maîtriser. Cette interprétation de la guerre conviendra même à l'acte final du génocide. Les évêques catholiques écriront en effet, après la mort du Président Habyarimana, qu'ils "*condamnent les actes de violence et de crime commis par ceux qui agissent sous le coup de la colère, du chagrin et de la vengeance*" (Communiqué du 10 avril, 1994). Ainsi on veut accréditer la thèse que les massacres qui ont eu une ampleur génocidaire 30 minutes après le crash provient de la **colère populaire**. Trente minutes après la chute de l'avion du Président, la grande partie des leaders politiques de la capitale était déjà massacrée. Tout le pays était à feu et à sang, et nos évêques croient que la mort du Président est la cause, l'unique cause de cette folie populaire (2).

Poursuivant l'évolution des événements, nous allons éclairer un autre aspect de notre problème ethnique. La trame de la guerre va nous révéler ce qu'on peut nommer "l'effort médiatique" de la guerre. Ceux qui avaient combattu le bon combat pour la défense de la bonne cause n'ont pas baissé les bras pendant les hostilités. Ils en ont donné l'intelligence par toutes sortes de messages. Ce sont ces divers messages que nous allons lire.

II. L'EFFORT DE GUERRE MEDIATIQUE

La guerre n'a pas été faite avec les armes matérielles seulement. La réconciliation ne se fera pas non plus par la seule remise de l'épée dans le fourreau. Une arme plus redoutable est l'opinion créée par les médias. C'est cette arme qui a manipulé l'ethnisme, élément le plus mobilisateur dans notre guerre. Chaque groupe des antagonistes avait ses médias pour mener la guerre.

Pour ne pas trop embrasser, laissons de côté les médias étrangers (journaux, radios, télévision) pour ne parler que des médias rwandais. Ceux qui ont fourni l'effort de guerre, dans les deux côtés des belligérants, sont connus. Limitons-nous à trois moyens de communication qu'on pourrait qualifier d'expression libre et impartiale: les médias ecclésiastiques. Aujourd'hui, l'Eglise catholique se débat pour nier sa responsabilité dans la crise rwandaise. La meilleure manière de l'aider à s'amender est de la

prendre la main dans le sac médiatique, rien qu'en citant ses propres organes d'expression.

II. 1 LA VOIE DE L'EGLISE OFFICIELLE

Inutile de se perdre dans des distinctions filandreuses. Tout homme de bon sens sait que lorsque l'on parle de l'implication fâcheuse de l'Eglise, personne ne songe à reprocher en quoi que ce soit le message évangélique. Tout le monde pense aux messagers de cet Evangile qui lui ont été justement infidèles. Que ces messagers aient enseigné officiellement la haine, cela semble absent dans les reproches faits à l'Eglise. Que tous les messagers de la Bonne Nouvelle soient visés dans ces reproches, cela semble également impossible, car ils ne sont pas dans le même groupe d'opinion, mais dans les deux camps antagonistes. Les ecclésiastiques tués dans la guerre appartiennent majoritairement au camp tutsi. Par contre les ecclésiastiques qui ont suivi le régime ancien dans la fuite, surtout au Zaïre, sont majoritairement hutu. Une autre précision à faire concerne la définition du terme "Eglise" dans ce contexte. Tout d'abord il s'agit des églises chrétiennes en général, mais spécialement de l'Eglise catholique. Encore que même là il y a lieu de ne pas confondre l'Eglise catholique universelle et les églises locales ou diocèses. On sait, par exemple, que certains politiciens ont imaginé que Radio-Vatican n'était pas neutre dans la crise rwandaise.

Pour éviter des accusations injustes ou, à l'opposé, des faux-fuyants, deux distinctions sont à faire dans ce débat de responsabilités de l'Eglise.

1/ L'Eglise: c'est tous les chrétiens, clercs et laïcs. Bien sûr, elle est une institution hiérarchiquement organisée, un corps social qui a une unité organique, au sens non physique, mais de responsabilité solidaire. Les actes de chacun de ses membres ont des conséquences sur l'ensemble de ce corps, dans le bien comme dans le mal. Dans le cas rwandais, il faut donc éviter d'identifier exclusivement l'Eglise avec le clergé seul. Il faut comprendre cependant le reproche en tant que le clergé est la partie hiérarchiquement représentative de ce corps ecclésial au haut sommet. Mais cela n'élimine pas la responsabilité des chrétiens laïcs.

2/ Une autre distinction qui peut échapper à l'attention de beaucoup est celle de l'Eglise dans son ensemble et des membres

qui la constituent. Il en va de même entre le Rwanda et les Rwandais. Toute réalité sociale n'est pas distincte de ses membres dans la réalité historique. Ce qui existe historiquement ce sont les individus physiques, dans une interdépendance organique, c'est-à-dire la vie et la responsabilité. C'est comme dans la famille. Les membres de la famille, dans leur vie familiale, ne sont pas à séparer de la famille comme ensemble. Dans les événements du Rwanda, le jugement porté sur l'Eglise vise cet aspect social de l'Eglise ; c'est cette Eglise sociologique qui est concernée.

II. 2 LA RESPONSABILITE DES MEDIAS ECCLESIASTIQUES

Pour des raisons expliquées plus haut, nous choisissons trois organes d'expression ou d'inspiration chrétiennes.

II. 2. 1 La revue Urunana

Nous avons choisi cet exemple pour plusieurs raisons. Il est l'organe du grand séminaire de Nyakibanda. Cette institution représente l'avenir du clergé rwandais. Une institution donc très chère et vitale pour l'Eglise qui doit être mise à l'abri des déviations. Malheureusement ce berceau de notre Eglise a été, durant la période de la guerre, mis dans les mains maladroites de sa direction. L'idéologie "raciste" a forcé les portes de son enceinte. En lisant entre les lignes des appréciations de la guerre, on se fera une bonne idée de ce qui est ici avancé.

"L'année 1990 touche à sa fin. Son dernier quart semblait promettre des moments de joie, surtout avec la visite du Saint-Père en septembre. Le mois d'octobre présageait cependant le pire: l'agression d'INKOTANYI dont le Rwanda fut victime risquait de dégénérer en conflit ethnique si les Rwandais n'avaient pas renforcé leur unité en soutenant massivement l'Armée Rwandaise et le chef de l'Etat"...

Pour aller à l'encontre des mensonges publiés par les médias étrangers sur notre pays en ces dures circonstances, un groupe d'expatriés vivant au Rwanda, dont une cinquantaine de prêtres et de missionnaires, publient une lettre décrivant le vrai visage de notre pays.

Au cours de ces temps du conflit, Radio-Vatican est de celles qui diffusent des jugements trop sévères et des informations sans fondements sur le Rwanda...

Nous apprenons nos sans consternation que... notre pays vient de subir une intrusion des hommes armés venus de l'Uganda par Kagitumba. Ils se nomment "R.P.F. Inkotanyi (Rwandan Patriotic Front). L'Armée Rwandaise est aux prises avec les ennemis dans le Mutara.

L'Abbé Recteur se rend à Kigali pour une réunion de la dite Commission Nationale qui doit préparer une restructuration de la politique de notre pays. (Ce Recteur est un certain Augustin Misago). Il ne nous revient que le 8/10/ à cause de l'état de siège déclenché entre temps sur toute l'étendue du pays, suite à une attaque heureusement échouée des INYANGARWANDA sur Kigali dans la nuit du 4 au 5 octobre...

Le 31/10/1990: La joie éclate dans tous les coins du pays...Le motif vous le devinez, c'est la victoire des Forces Armées Rwandaises sur **les ennemis maudits** avec lesquels elles étaient aux prises tout le mois d'octobre durant...

Le 10/11/90: *"Marche de soutien organisé au niveau de la Commune de Gishamvu, en l'honneur des Forces Armées Rwandaises commandées par le Général Major Juvénal Habyarimana. Les Grands Séminaristes et leurs professeurs, l'Abbé Recteur à l'avant, s'associent à la population de Nyakibanda"* (Editorial, N° 70, 1990). *< Cette dernière manifestation de réjouissance a été nommée, dit-on, l'"enterrement" du Général-Major Fred RWIGEMA >*. Cette éditorial est signé par le chroniqueur de la revue: Kagabo Vincent. Le récit de cette réjouissance termine en ces termes : *"Les symphonies spontanément et talentueusement conçues par les Séminaristes sont exécutés si bien que leur belle mélodie appelle les curieux de leurs collines et gagne presque à leur insu la foule en liesse"*.

II. 2. 2 Kinyamateka

Si la revue Urunana est citée, ce n'est pas pour juger le penchant ethnique de tout le grand séminaire ni encore moins celui des étudiants qui suivent les consignes de la direction, mais plutôt de celle-ci. Ne pas dénoncer cette orientation ethnique, c'est fermer les yeux à un danger qui peut continuer de porter ses effets dans l'avenir. Un des derniers articles de cette revue, N° 81 signé par Mgr Vénuste Linguyenzeza est significatif pour ce penchant "raciste". Le journal Kinyamateka est à rapprocher d'Urunana comme expression des milieux ecclésiastiques.

Comme on le sait, ce journal de l'Eglise au Rwanda a subi bien des modifications d'orientation, eu égard spécialement à l'opinion politique de ses Rédacteurs en chef. Les plus influents de ceux-ci furent: Kagame, Kayibanda, Sindambiwe et l'actuel Sibomana. Ce journal a eu beaucoup de mérites dans notre histoire tourmentée de ces 30 dernières années. Dans le contexte de ces temps d'après guerre, il convient de signaler l'orientation que prend ce journal.

Après avoir combattu énergiquement le "régionalisme" de l'"Akazu" des "Bakiga" contre les "Banyanduga", il s'avère qu'il garde néanmoins la "sensibilité" du Parmehutu récemment baptisé "power". Pour illustrer ce jugement, citons des passages d'un seul éditorial, celui du N° 1418-1419, de février 1995. Il ne laisse aucune hésitation sur l'attitude actuelle de son auteur à l'égard du régime actuel. Celui qui conteste cette appréciation à base d'un seul document, qu'il lise tous les éditoriaux de cette après-guerre pour se faire une idée plus complète.

Voici quelques citations:

1/ "*Ibijya gucika bica amarenga*".

- Traduisons: "Un malheur imminent émet normalement des signaux d'alarme. L'auteur, l'Abbé André Sibomana, indique ces signaux d'alerte: arrestations arbitraires des gens, disparitions, emprisonnements, insécurité dans tout le pays, causée parfois par les Forces de l'ordre, soit directement, soit par incurie. L'auteur tire la conclusion: "*Abaturage basa n'ababuze impinga n'umucyamu*", ce qui veut dire: "Les citoyens ne savent plus à quel saint se fier". Autrement dit: l'Etat rwandais est incapable d'assurer la protection de sa population.

2/ "*Gutaburura imirambo bijyana no gutaburura inzangano*".

- Traduisons: "Déterrer les morts entraîne déterrer la haine". En toute logique, cette phrase porte le souhait de ne pas enterrer dans la dignité les victimes du génocide et des massacres. Pour éviter ce danger, nous dit-on, oublions nos morts, oublions les victimes pour épargner les bourreaux, car l'amnésie favorise la réconciliation ! Voilà la thèse de l'impunité habilement justifiée.

3/ "*Uwo mudahuje ubwoko cyangwa ibitekerezo*".

- Traduisons: "Celui qui n'est pas de votre ethnie ou qui n'a pas les mêmes idées que vous". Voilà bien indiquée la cause profonde de nos malheurs.

4/ "*Niba abayobozi b'iki gihugu batoroheranye... aho bukerana ibintu biradogera*".

- Traduisons: "Si les dirigeants de ce pays n'arrivent pas à s'entendre, demain c'est la catastrophe". Le responsable, le coupable de nos maux est désigné: les dirigeants du pays. Ce n'est donc pas une situation catastrophique trouvée sur place, difficile à maîtriser immédiatement avec peu de moyens. La faute est simplement la mésentente des dirigeants. Un gouvernement d'union de partis et de sensibilités ethniques doit atteindre dès le premier instant de sa mise sur pied une parfaite cohésion. Est-ce possible ?

Rien que ces citations et ces quelques observations, on voit la portée de pareils écrits: peu encourageants, moroses, véritablement dissolvants. Le régime actuel est jugé comme sans mérites. En fait, l'auteur de cet écrit n'a pas réussi à tourner la page: être réaliste, ne pas manquer au rendez-vous de l'histoire actuelle du Rwanda. Pour un Directeur du journal de l'Eglise, la chose est grave, car son point de vue est considéré par beaucoup comme celui de toute l'Eglise, une sorte de parole d'Évangile.

11. 2. 3 Les Fax du Régional des Pères Blancs

La Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) a reçu de son fondateur, le Cardinal Lavignerie et de l'Eglise le Rwanda comme terre de mission, sous le nom de vicariat. Toute l'histoire du pays sous la colonisation et même après, porte l'empreinte de l'action de ces missionnaires. Durant toute la guerre du Rwanda, les services de leur supérieur ont rédigé une sorte de "journal de guerre" sous forme de Fax, destiné à informer ses confrères des événements et leur montrer l'attitude à prendre dans ce conflit qui mettait aux prises le régime au pouvoir et la branche armée des réfugiés regroupés au sein du FPR. Leur mission purement religieuse les empêchait de prendre position dans ce conflit pour ou contre une partie des belligérants. La citation de quelques passages de ces Fax nous montre que cette neutralité n'a pas été honorée. Pire que cela, la volonté de prendre partie même aujourd'hui continue. Voilà pourquoi, rendre publique cette attitude est un service à leur rendre. Le Rwanda n'est plus leur colonie "spirituelle".

Etant donné le nombre considérable de ces Fax, mettons côté à côté quelques phrases de ceux-ci en choisissant ceux qui

portent le caractère ethnique de ces messages, officiellement signés par le Régional Jef Vleugels.

- Le Fax du 19 mars 1992: "*Après 18 mois de guerre, le mythe de la conquête garde donc toute sa force*". (Citant une lettre des évêques du Rwanda aux évêques français, de décembre 1990, il poursuit): "*En effet, l'agression dont le Rwanda a été victime a été présentée à travers les médias occidentaux comme une tentative des réfugiés pour revenir dans leur pays d'origine pour y instaurer un nouveau régime. Cette raison a pu jouer dans le déclenchement de l'attaque perpétrée contre le Rwanda, mais nous savons que sous ce prétexte il y a eu principalement l'ambition d'un groupe féodo-monarchiste de renverser le pouvoir actuel et de restaurer un régime rejeté par la très grande majorité de la population*". Voilà le sens global de la guerre pour l'opinion missionnaire partagé avec l'épiscopat rwandais.

- Le Fax du 4 août 1992: "*... du côté rwandais, grâce à l'appui des militaires français, une nouvelle artillerie est mise en place. Elle est fort efficace du fait de la présence de 'CRABS': des indicateurs, formés de façon spéciale, dont le but est d'observer avec précision le terrain et d'indiquer aux FAR les endroits précis à pilonner. La nouvelle artillerie mise en place serait beaucoup plus meurtrière, car elle n'utilise pas les obus éclatants au premier contact*". C'est ainsi que l'épiscopat français a été éclairé, alors son gouvernement avait le feu vert moral pour intervenir directement avec les grands moyens. Officiellement, l'épiscopat français gardera le silence durant toute la guerre, fermant ainsi les yeux sur l'intervention de son gouvernement.

- Le Fax du 23 mars 1992: "*... c'est l'heure de la chasse aux auteurs de troubles. Il est faux de dire qu'à l'heure actuelle les massacres des Tutsi continuent*". Le Fax du 15 janvier 1991, après le massacre des Bagogwe avait déjà dit: "*pour l'ensemble du pays, la tendance est à la détente*". Abagogwe, massacres au Bugesera, à Murambi, au Kibirira, etc., tous ces gens ne sont pas des Tutsi mais des "auteurs de troubles" ou plus globalement des "complices" (*Ibyitsos*) !

- Le Fax du 17 septembre 1991: "*Sur place on me signale 11 soldats rwandais tués, ainsi que 11 civils et 11 blessés*". Probablement que les fusils des Inkotanyi étaient aussi des calculatrices électroniques !

- Le Fax du 15 janvier 1991: "*Nous cherchons une explication logique à ces attaques des Inkotanyi... Militairement sans issue pour eux, elles ne font qu'attiser le feu de l'opposition ethnique à l'intérieur du pays*". Probablement que les Inkotanyi ont encore une logique qui échappe aux prévisions des missionnaires. Leur logique n'est pas tout à fait ce que prévoyait l'auteur de ces Fax. Après la relecture de ces Fax, on se demande comment ces gens osent encore parler du Rwanda !

III. OÙ ALLONS-NOUS ?

Nous savons plus ou moins d'où nous venons. De loin, de très loin. Inutile de spéculer sur une situation immédiatement normale. Si tout va bien, les choses vont se mettre en place tout doucement. Nous pouvons évoquer ici les tentatives de solution pour concilier le peuple rwandais avec lui-même. Ces essais peuvent se ramener à trois orientations. La première, instruite par l'expérience, prône l'abandon la référence ethnique ; la seconde maintient cette référence ; la troisième cherche dans une tierce voie.

III. 1 L'ABANDON DE L'ETHNISATION DE LA VIE POLITIQUE

La victime de cette ethnisation est l'ethnie minoritaire et des Hutu de l'opposition. Le régime actuel et son gouvernement d'union nationale ne sont plus seulement aux souhaits, mais déjà passés aux actes. De ces actes, il y a le jugement et la punition des criminels pour éliminer l'impunité mais aussi pour empêcher la vendetta de la population. Un gouvernement où se retrouve toutes les couches de la population et toutes les sensibilités politiques va dans ce même sens. L'exception est faite pour le MRND-CDR responsable du génocide et des autres crimes contre l'humanité.

D'après ce qu'on voit, le gouvernement adopte deux stratégies pour éloigner à jamais l'ethnisation de la politique. La première serait de rendre impossible à l'avenir la confusion entre majorité ethnique et majorité politique. La seconde stratégie serait de poser des bases réelles et réalistes d'un Etat de droit. Si tous les citoyens sont "égaux à tous égards", le recours à l'ethnisme sera inutile et difficile.

III. 2 LE MAINTIEN DE LA REFERENCE ETHNIQUE

Les tenants de cette référence sont ceux qui l'ont déjà utilisée dans le passé et qui restent figés dans cette position. Ils sont parmi ceux qui espèrent revenir aux affaires par les armes. Dans ce camp se situent également ceux qui exigent encore la participation au gouvernement actuel par les partis MRND-CDR, ne fût-ce que pour faciliter le retour des réfugiés hutu. Ils pensent que le gouvernement actuel, bien que composé en majorité des ministres hutu, ne les représentent pas. Une autre manière de recourir à l'ethnisme consiste à parler d'un "double génocide", celui des "Interahamwe" et celui des "Inkotanyi". Tous les deux étant également coupables, aucun groupe n'a le droit de gouverner seul (3). Si cette stratégie réussissait, il n'y aurait qu'à attendre les prochaines élections qui seraient évidemment ethnicisées pour remettre au pouvoir un parti de la majorité ethnique. Et le tour serait joué.

III. 3 UNE TROISIEME VOIE

Cette tierce solution est proposée par les anciens supporters du régime déchu qui essaient d'être réalistes. Leur tactique consiste à qualifier d'extrémistes l'ancien et le nouveau régimes. Ils proposent un gouvernement composé de personnalités modérées des deux ethnies et des deux régimes (4). Voici une illustration de cette solution:

"Les nouveaux leaders de Kigali arrivent difficilement à convaincre en matière de démocratie et de droits de l'homme et ne semblent pas trop désirer que les réfugiés Hutu reviennent. Les incondtionnels de l'ancien régime, qui se trouvent à l'extérieur du Rwanda ne semblent pas penser à un retour pacifique. De part et d'autre le pouvoir semble finalement rester entre les mains d'extrémistes" (Dialogue, N° 182, p. 53). L'auteur de ce texte est le Père Jef Vleugels connu déjà par ses Fax cités plus haut. Cet équilibrisme de mettre à égalité bourreaux et victimes innocentes ne peut tromper que des gens peu avertis en cette matière (5).

0. CONCLUSION

On peut se demander pourquoi les deux signataires de cet article qui sont des hommes au service de l'Eglise ont l'air de la

mettre à nu ? C'est justement l'amour pour elle qui les y pousse. Voici comment.

1/ Nous avons un proverbe qui dit: "*ushaka gukira indwara arayirata*" (qui veut guérir d'une maladie la vante). C'est dans le sens de ce proverbe que nous préférons étaler au grand jour les actes et les paroles des hommes d'Eglise dans l'espoir d'un effet thérapeutique.

2/ Nous regrettons que les hommes d'Eglise continuent de nier leurs responsabilités dans la crise rwandaise. Il fallait les prendre la main dans le sac pour rendre difficile ce mouvement d'autodéfense qui bloque la vraie conversion. Celle-ci passe par la reconnaissance de sa faute ; celle-ci ouvre au repentir et celui-ci débouche sur le pardon et la réconciliation. Il est des situations où l'humilité passe par l'humiliation.

3/ C'est dire que nous n'acceptons plus cette politique de l'autruche. Des évêques, des missionnaires, des prêtres, sont des hommes comme tout le monde. Ils peuvent se tromper ; ils peuvent pécher ; nous sommes tous des pécheurs ; sinon le Seigneur ne nous aurait pas laissé le sacrement de la réconciliation. Notre sainteté est avant tout dans ce mouvement de revenir sans cesse à Dieu. Nous avons des modèles: Saint Pierre ; Saint Paul ; le roi David ; Moïse ; Marie Madeleine ; etc.

4/ Cet article a produit des citations textuelles pour éviter ce réflexe d'autodéfense. Notre grand souhait est que la reconnaissance de nos erreurs et de nos fautes engendre la sérénité.

5/ La dernière raison de cet article vient du souci que nous donnent certains de ces hommes d'Eglise qui ont l'air de n'avoir rien compris. Ils continuent de prôner des voies devenues impraticables. La principale de ces tentatives consiste à vouloir pratiquer une sorte d'équilibrisme sous prétexte de ne pas être partisan d'une seule cause, d'un seul point de vue. Mais mettre l'innocent et le coupable sur le même pied d'égalité, la vérité et l'erreur, le bien et le mal, n'est pas ce qu'on nomme le juste milieu ni l'impartialité. Il y a eu une politique qui a généré les massacres. Les organisations internationales l'ont identifiée. La réconciliation exige donc d'abord la reconnaissance de ce constat. Qu'il est difficile d'accepter d'avoir tort !

Notes bibliographiques

1. **Le Tutsi est l'ennemi du pays.** Sur ce point, les témoignages sont nombreux aussi bien au Rwanda qu'au Burundi. Le Parmehutu du Rwanda a sa copie burundaise: Palipehutu ; la radio RTLM à la burundaise Rutomorangingo ; Interahamwe ont l'équivalent Intagoheka. Lire à ce propos: B. Ntwari, *Une presse dans la crise*, in *Au Coeur de l'Afrique*, 3-4, 1994, p. 443-462 ; P. Chrétien, *Presse libre et propagande raciste au Rwanda*, in *Politique africaine*, 42, 1991, p. 109-115).
2. **L'explication du massacre des populations par la "colère".** Cette tentative a été nommée au Burundi "agashavu". La mort de Habyarimana comme celle de Ndadaye expliqueraient les massacres qui ont suivi dans les deux pays. Il y aurait entre ces deux événements un rapport de cause à effet. Aujourd'hui, tout au moins pour le cas du Rwanda, cette tentative est devenue intenable depuis le verdict international qui reconnaît le caractère génocidaire de ces massacres, longtemps prémédités et planifiés.

Une autre dénégarion du génocide a été avancée qui consiste à qualifier les massacres d'"inter-ethniques" comme s'il s'était agi d'une guerre civile mettant aux prises Hutu et Tutsi. Lire à ce propos: W. Schonecke, *Ce qu'enseigne la tragédie du Rwanda aux Eglises de l'Afrique de l'Est*, in *La Documentation catholique*, N° 2104, 1995, p. 1001).
3. **Renvoyer dos à dos les deux régimes.** Cette idée prend plusieurs formes. Elle prône l'amnésie par l'amnistie: Lire le Journal *Le Monde hebdomadaire*, 17 mars, 1995 ; Lire *Jeune Afrique*, N° 1749 ; Journal Kanyan: *The East Africa*, 7-12 novembre, 1994. Elle prend aussi la forme d'"écarter les extrémistes des deux camps". C'est une autre manière d'innocenter les coupables et de continuer la politique de l'impunité.
4. **Intégration dans le nouveau régime rwandais des "personnalités indépendantes".** Cette idée rejoint celle des "modérés". H. Hoser va jusqu'à citer deux exemples: D. Nsengiyaremye et J. Gasana, in *Fides*, 4 février 1995. D. Nsengiyaremye se voit dans ce rôle comme initiateur de la "troisième voie": cf. *Jeune Afrique*, N° 1756 ; *Croissance*, 374, p. 11.
5. **Des conseillers intéressés.** Les amis de l'ancien régime sont aujourd'hui portés à donner des conseils de modération ou d'ouverture. Ils veulent ainsi atténuer les conséquences fâcheuses de leurs anciens protégés aujourd'hui dans l'impasse. Sur ce dossier de complicité avec l'ancien régime, lire: F. X. Verschave, *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda*, Edition La Découverte, 1994 ; Idem, *Connivences françaises au Rwanda*, in *Le Monde Diplomatique*, mars, 1995 ; P. Krop, *Le génocide franco-africain, Faut-il juger les Mitterrand ?*, Lattès, Paris, 1994 ; J. J. Bayart, *Rwanda: les ambiguïtés d'une intervention*, in *Esprit*, 1994, p. 187-189.